

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON

1960 RTE DE FRANS
BP 60450
69657 Villefranche-sur-Saône

Références : UD-R-CTESSP-23-105-PS
Code AIOT : 0006103875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2023 dans l'établissement TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON implanté 1960 RTE DE FRANS 69400 Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON
- 1960 RTE DE FRANS 69400 Villefranche-sur-Saône
- Code AIOT : 0006103875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement réalise des opérations d'impression, d'apprêt et de finition (ainsi que les opérations liées de désencollage, lavage, séchage...) sur des tissus en fibre cellulosique (coton & viscose) et polyester.

La situation administrative de l'établissement est la suivante :

- Autorisation au titre des rubriques n°2330-1, 3620, 2910-A-1
- Déclaration au titre des rubriques n° 1510-3, & 2925.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 (rejets aqueux).

Depuis 2019, l'exploitant ne rejette plus ses effluents dans la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône. Il a mis en place une station de traitement interne et rejette ses effluents dans la Saône.

Le 23 mars 2023, l'exploitant a averti l'inspection qu'un incident eu lieu dans la nuit du 22 mars 2023 au 23 mars 2023. 490 L d'acide phosphorique, utilisés au droit de la STEP, ont été déversés accidentellement suite à la rupture du tuyau PVC reliant l'IBC au coffret. L'acide phosphorique s'est évacué dans le réseau d'eaux pluviales qui se jette dans le ruisseau Le Morgon. L'agglomération de Villefranche et l'OFB ont été prévenus le jour même.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident du 23 mars 2023

Seuls les installations de la STEP et le rejet au niveau du Morgon ont été visités lors de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Entretien	Arrêté Préfectoral du 25/04/2017, article 3.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Sans objet
7	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
8	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
9	Impact du déversement	Code de l'environnement du 18/09/2000, article article L216-6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. Notamment, des actions doivent être entreprises pour que le stockage d'acide chlorhydrique

permette de prévenir le déversement accidentel.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments
<p>Constats :</p> <p><u>Les installations de la STEP :</u></p> <p>La step comprend plusieurs stockages extérieurs de produits chimiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acide phosphorique dans un IBC sur rétention. L'exploitant a précisé que l'acide phosphorique est très peu utilisé et que l'IBC présent est le même depuis 2019; - le méthanol dans une cuve enterrée double enveloppe munie d'un détecteur de fuite. Une cuve enterrée servant de rétention à la zone de dépotage est positionnée à côté; - l'acide chlorhydrique 33% et le coagulant dans un réservoir double enveloppe muni d'un détecteur de fuite; - la soude dans un réservoir double enveloppe. Il n'a pas été possible de savoir si un détecteur de fuite était présent. <p>Après interrogation du personnel, l'inspection constate que les dispositifs sécurités ne sont pas clairement connus.</p> <p><u>Cause l'incident :</u></p> <p>Un déversement accidentel de 490L d'acide phosphorique a eu lieu dans la nuit du 22 mars 2023 au 23 mars 2023. Un tuyau souple transparent relie l'IBC (au niveau du robinet) au coffret d'acide phosphorique. Une pompe interne au coffret permet la circulation de l'acide phosphorique et celle-ci est déclenchée manuellement en cas de besoin. Le robinet de l'IBC est laissé en position ouverte en permanence et celui-ci est positionné à l'extérieur de la rétention.</p> <p>L'incident a été provoqué par la rupture du tuyau souple transparent. L'exploitant a indiqué que le tuyau, exposé aux conditions extérieures (intempéries, soleil), a subi une usure. Le robinet étant toujours ouvert, l'acide phosphorique s'est déversé.</p> <p>L'inspection considère que ces installations ne permettaient pas de prévenir d'un déversement et qu'il convient d'appliquer des dispositions correctives.</p> <p><u>Actions correctives :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place des actions correctives décrites dans le rapport d'incident. L'inspection a constaté sur site que les dispositions prises ne sont pas suffisantes et ne permettent pas de prévenir d'un déversement accidentel.</p> <p>Les solutions suivantes ont été discutées avec l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacement par un système de pompage sur le dessus de l'IBC; - diminution des quantités de stockage de l'acide phosphorique; - fermeture du robinet entre chaque utilisation, la nuit et le week-end. L'ouverture du robinet sera réalisée uniquement pendant le pompage de l'acide chlorhydrique (notifié dans le rapport

d'incident).
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande n° 1 :</u> Sous un délai de 1 mois, l'exploitant mettra à jour les consignes de sécurité en incluant une partie dédiée aux installations de la STEP. Les détecteurs de fuites présents, leur fonctionnement et les consignes à suivre en cas d'incident seront décrits.
<u>Demande n°2 :</u> Sous un délais de 2 mois, l'exploitant mettra en conformité le stockage d'acide chlorhydrique afin de prévenir, en toutes circonstances, le déversement accidentel d'acide chlorhydrique dans le Morgon.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Selon les délais ci-dessus

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : L'exploitant a transmis par mail en date du 24 mars 2023, un rapport d'incidence. Ce rapport devra être mis à jour conformément à la demande n°2 ci-dessus. L'inspection a informé l'exploitant qu'une fiche de notification d'accident sera à remplir. Celle-ci sert à alimenter la base de données ARIA (https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/).
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande n°3 :</u> Sous 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection la fiche de notification d'accident et le rapport d'incident mis à jour.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2017, article 3.1 Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : L'exploitant a expliqué que l'entretien de la STEP était réparti entre la société véolia et la société TIL. L'exploitant a transmis un tableau récapitulant les points de contrôle de la maintenance de niveau 1, les opérations de maintenance et précisant la répartition Véolia/TIL. Une personne de véolia est présente en journée pour assurer l'exploitation de la STEP. Un contrat d'assistance a exploitation est signé avec véolia. Il comprend une surveillance du panneau de contrôle la nuit et le week-end. L'exploitant précise que La société TIL est en charge des remplacements de matériel. L'inspection a pu constater la présence : - d'un cahier de suivi dans le local technique. Celui-ci est rempli par le personnel Véolia, - d'un rapport annuel d'entretien sous format excel rempli par la société TIL. L'inspection a constaté que le stockage d'acide phosphorique ne fait l'objet d'aucun contrôle et que celui ne dispose pas de sonde ou alarme anti-fuite. L'exploitant a indiqué dans son rapport d'incident que le bac de rétention de l'IBC se remplit d'eau lors des intempéries et n'a donc pas la capacité souhaitée. L'exploitant prévoit de le vider 2 fois par an en même temps que celle de l'eau oxygénée. L'inspection a indiqué que la fréquence envisagée ne permet pas de garantir un volume suffisant dans les rétentions et que celles-ci doivent être vidées autant que nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande n°4 :</u> Sous 15 jours, l'exploitant intégrera le stockage d'acide phosphorique au programme d'entretien. Les points de contrôle comprendront notamment : une vérification visuelle du stockage, de la rétention et de la tuyauterie.
<u>Demande n°5 :</u> Sous 15 jours, l'exploitant mettra en place une surveillance mensuelle des bacs de rétention en extérieur non abrité, qui sera formalisée sur une feuille de suivi. L'exploitant s'assurera que présence d'eau pluviale dans la rétention ne remet pas en cause la conformité de la capacité de la rétention. Dans le cas contraire, l'exploitant procèdera à son pompage.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Selon les délais ci-dessus

N° 4 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant a transmis la procédure en cas de déversement accidentel de produits chimiques (mars 2023-V3). Les consignes de sécurité prévoient : <ul style="list-style-type: none">- l'installation de couvercles de caoutchouc sur les bouches d'égout (disponible à l'extérieur du stock de produit chimique),- l'utilisation d'un produit absorbant (disponible dans l'atelier et dans le stock produit). Sur site, le positionnement et la nature du système d'obturation (boudins ou tapis) ne sont pas clairement connus par le personnel de TIL. L'exploitant a indiqué que la zone a été immédiatement nettoyée à grande eau, pendant environ 8h, pour diluer le produit. L'inspection a signalé que la procédure n'avait pas été respectée puisqu'afin d'éviter un rejet dans le Morgon, le produit adsorbant aurait dû être utilisé. L'exploitant a expliqué que la majorité du produit avait déjà été évacuée lors de la découverte de l'incident, laissant une flaque mince. L'exploitant a donc préféré rincer et diluer les rejets dans le réseau d'eau pluvial.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande n°2 :</u> Sous 4 mois, la procédure de sécurité sera mise à jour avec la description précise du moyen d'obturation disponible, sa localisation et les consignes de son utilisation.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'inspection n'a constaté aucune étiquette sur l'IBC d'acide chlorhydrique. La rétention comporte une étiquette imprimé par l'exploitant comprenant les pictogrammes de dangers et EPI.
Type de suites proposées : Avec suites Demande n°8 : Sous 1 mois; l'exploitant mettra une étiquette sur l'IBC conforme au règlement CLP.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant a mis disposition la FDS de l'acide chlorhydrique en date du 05/07/2022. Celle-ci a été consultée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres; <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats :</p> <p>La rétention de l'IBC de l'acide chlorhydrique est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acide chlorhydrique est stocké seul sur la rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Impact du déverssement

Référence réglementaire : Code l'Environnement, article L216-6
Thème(s) : Risques accidentel, Impact du déverssement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. [...]
Constats : L'inspection et l'OFB ont procédé a un contrôle visuel des impacts du déversement de l'acide chlorhydrique : <ul style="list-style-type: none">- au niveau du ruisseau Le Morgon, le rejet a été visuellement identifié (annexe 1). Au droit du site, le réseau d'eau pluviale a été mis en eau et une variation du débit a bien été observée au niveau du rejet;- au niveau du rejet, la pierre présentait un aspect blanchi, peut-être dû à l'acide chlorhydrique;- aucun impact n'a été observé dans le ruisseau Le Morgon. Des poissons et un ragondin ont été observés. L'inspection considère que l'incident n'a pas eu d'effets visibles sur le ruisseau Le Morgon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet